

CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

Européennes : notre manifeste

Les élections européennes de juin 2009 constitueront un test important pour l'ensemble de la social-démocratie européenne. Ce scrutin à haut risque doit être préparé avec attention.

En effet, "l'Europe est devenue impopulaire", a souligné Philip Cordery, secrétaire général du PSE (Parti des socialistes européens), en préambule de l'atelier de l'Université d'été de la Rochelle, consacré au manifeste du PSE, animé par Benoît Hamon. Il suffit pour s'en convaincre de regarder les résultats des référendums sur le Traité européen en France et aux Pays-Bas ou sur le Traité de Lisbonne en Irlande. Cette défiance est confirmée par les sondages ou les faibles taux de participation aux précédentes élections européennes.

Pour le secrétaire général du PSE, les citoyens sont inquiets et rejettent l'Union européenne (UE) telle qu'elle est aujourd'hui.

Les sujets de préoccupations sont nombreux : tensions internationales à nos frontières, dans le Caucase, crise alimentaire et énergétique dans le monde, changement climatique, crise économique avec des répercussions sur l'emploi, le pouvoir d'achat, etc.

"L'Union européenne est perçue, par ses citoyens, comme un cadre pour répondre aux enjeux de la mondialisation, mais elle n'est pas considérée comme un instrument capable d'apporter les réponses qu'ils attendent. C'est l'orientation actuelle de l'Europe qui est rejetée, d'où la montée de l'euro-scepticisme."

Car la droite dirige l'Europe : au Parlement, au Conseil des ministres ou à la Commission où 21 des 27 commissaires sont conservateurs. L'orientation de la présidence française va tout à fait dans ce sens. Le social est totalement absent des priorités. En revanche, la lutte contre l'immigration est largement mise en avant. Mais sans évoquer une

SUITE PAGE 2

**CAP
FINISTÈRE**

 26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 11/09/2008


**PRESSE
URGENTE**
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Les socialistes en première ligne

Dans la bataille pour la défense de l'hôpital de Carhaix, les socialistes ont joué, et jouent, un rôle déterminant, n'en déplaise à ceux qui utilisent cette cause à des fins personnelles et qui ont une fâcheuse tendance à tirer la couverture à eux.

Dès le mois de février, lorsque les intentions de l'ARH (Agence Régionale d'Hospitalisation) ont été rendues publiques, Richard Ferrand, conseiller général du canton de Carhaix, et l'ensemble des socialistes, ont appelé le Centre-ouest Bretagne (COB) à "l'union sacrée" afin de résister et de proposer tous ensemble une solution alternative pour sauvegarder l'hôpital de Carhaix.

"Nous ne pouvons pas accepter cette gestion des services publics qui consiste à sup-

primer des services et des établissements sous des motifs financiers fallacieux", estime Véronique Hériaud, représentante de la Région au conseil d'administration de l'hôpital de Carhaix.



Véronique Hériaud

Conscients des évolutions nécessaires, Richard Ferrand et les élus socialistes du Centre-ouest Bretagne, dans le Finistère, les Côtes d'Armor et le Morbihan, ont demandé à 15 professeurs du CHU de Brest d'apporter leur soutien et leur expertise pour la défense de l'hôpital du Poher. Cette initiative était notamment soutenue par Pierrrot Belleguic, président de la communauté de communes, Xavier Berthou, maire de Plounévezel, les conseillers généraux

et leur expertise pour la défense de l'hôpital du Poher. Cette initiative était notamment soutenue par Pierrrot Belleguic, président de la communauté de communes, Xavier Berthou, maire de Plounévezel, les conseillers généraux

SUITE PAGE 2

EN CLAIR !

Rentrée ratée.

Si la droite n'a pas manqué de brocarder furieusement le PS à l'occasion de l'Université d'été de La Rochelle, mal lui en a pris. Car, après les journées de l'UMP qui devaient vanter médiatiquement l'action gouvernementale, nos adversaires se retrouvent dans la fâcheuse mais bien méritée situation de l'arroseur arrosé. Politique : ils ne sont d'accord sur rien ! Pas plus sur le financement du RSA que sur l'épouvantable fichier "Edvige". Et la base grogne de plus en plus. Unité : déjà, en coulisses, se prépare, sous l'œil présidentiel, la succession de Devedjian, et les couteaux s'aiguisent également pour les investitures à venir aux régionales. Militants : ils s'enfuient en masse devant les résultats économiques et politiques. Qui veut encore croire que l'UMP va bien ?

Européennes : notre manifeste (suite)

Les socialistes européens ont décidé de présenter un manifeste commun

... seule fois la responsabilité des employeurs de main-d'œuvre illégale. "Il faut dénoncer cette politique", a martelé la députée européenne Pervenche Berès. "En 2007, la Banque centrale européenne a injecté de l'argent sur le marché pour sauver le système bancaire, menacé par la crise des subprimes. Cette année, alors que les principales économies européennes entrent en récession, avec toutes les répercussions que cela implique sur l'emploi et le pouvoir d'achat, elle ne fait rien."



Bernard Poignant et Pierre Moscovici

La gauche européenne traverse une grave crise. Elle n'est au pouvoir que dans six des 27 États de l'Union européenne : le Portugal, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie. En 1997, elle dirigeait 13 des 15 pays membres de l'Union.

Face à une droite qui dirige l'Europe, les socialistes européens ont décidé de présenter un manifeste commun qui sera défendu dans les 27 pays de l'Union. L'idée de ce manifeste a été lancée il y a un peu plus d'un an. Sous la houlette de Poul Rasmussen, président du PSE, une première ébauche de texte a été rédigée sur la base des propositions des partis, des militants du PSE et des ONG ou des syndicats.

Le Bureau national du PS se prononcera dans les jours qui viennent sur ce document qui se compose de cinq parties : l'Europe sociale, qui reprend l'idée d'un salaire minimum ou d'une directive cadre sur les services publics, les changements climatiques et l'environnement, la citoyenneté européenne, l'immigration à visage humain et la politique étrangère et de développement.

Pour Pierre Moscovici, les socialistes français devront insister sur deux éléments. D'abord, la directive cadre sur les services publics et, ensuite, la capacité d'investissements de l'Europe, trop peu utilisée jusqu'à présent. "L'endettement de l'Union est

nul. Il existe donc des marges de manœuvres importantes", a acquiescé Laurent Fabius.

Après une série de discussions et d'amendements, le manifeste sera adopté en décembre, à Madrid. Il sera alors temps pour les socialistes de partir en campagne.

"Cette élection interviendra après la présidence française de l'Union dont nous devons tirer le bilan", a averti Bernard Poignant.

Le Président de la délégation socialiste française au Parlement européen a annoncé qu'il ne sollicitera pas un nouveau mandat. Cependant, à La Rochelle, il a avancé quelques propositions au Parti pour la préparation de ces listes. "Il serait bon que nous spécialisions certains élus, particulièrement au fait de sujets précis. Il n'y a pas de salles des "quatre colonnes" au Parlement européen pour rencontrer des journalistes et passer dans les médias. La notoriété s'acquiert en travaillant les dossiers. En outre, le travail parlementaire, à Strasbourg, demande de la continuité."

Il faudrait aussi que les candidats s'engagent, une fois élus, à ne pas briguer de mandats nationaux. Car les eurodéputés des autres pays ne cumulent pas.

Pour la campagne européenne, les socialistes défendront le même projet dans les 27 pays de l'Union, investiront des candidats sur des listes, mais présenteront-ils un candidat pour présider la Commission ? Pervenche Berès et Pierre Moscovici répondent oui à cette question. Et le secrétaire national chargé de l'international va même plus loin en estimant que Poul Rasmussen, président du PSE devait être ce candidat.

Avec un projet et un candidat capable de le mettre en œuvre avec le soutien d'une majorité parlementaire claire, les socialistes européens pourront partir en campagne pour construire une Europe en phase avec les attentes des Européens.



Philip Cordery

Les socialistes en première ligne (suite)



François Marc a interpellé le gouvernement

... François Riou et Daniel Créoff, ainsi que par le costarmoricain Bernard Saliou, président du COB. "François Cuillandre, maire de Brest et président du conseil d'administration du CHU, a soutenu cette initiative", rappelle Richard Ferrand.

Ensuite, les parlementaires socialistes, Jean-Jacques Urvoas et François Marc, ont interpellé Roselyne Bachelot, à l'Assemblée et au Sénat.

Jean-Yves Le Drian pour la Région, Pierre Maille pour le Finistère et Claudy Lebreton pour les Côtes d'Armor ont mandaté un bureau d'étude afin d'étudier l'offre médicale dans le Centre-ouest Bretagne et de faire des propositions pour le maintien des activités à l'hôpital de Carhaix. Le président du Conseil

Un combat symbolique pour le Finistère

général du Finistère a d'ailleurs réaffirmé clairement son soutien, à plusieurs occasions, notamment en consacrant un édit de la revue *Penn Ar Bed* à ce sujet. "Le refus de la fermeture des services de maternité

et de chirurgie de l'hôpital de Carhaix devient un combat symbolique pour le Finistère et pour la Bretagne tout entière", estime le président du Conseil général.

En outre, à l'invitation de Richard Ferrand, Alain Fauconnier, maire de Saint-Affrique dans l'Aveyron et fondateur de la coordination de défense des hôpitaux et maternités de proximité, a animé une réunion publique qui a rassemblé plus de 500 personnes dans la capitale du Poher. Fort de son expérience, il a apporté de précieux conseils aux défenseurs de l'hôpital.

Les élus socialistes ont toujours été en première ligne. Grâce à leur détermination, plusieurs rapports ont été publiés. A partir de ces documents, il convient maintenant que tous les acteurs se retrouvent et défendent, ensemble, un projet alternatif à celui de l'ARH. "L'heure n'est pas à la polémique mais au travail et à l'unité", a insisté Richard Ferrand, le 6 septembre à l'occasion d'une conférence de presse.

La rentrée des socialistes du pays de Brest

Les socialistes de la région de Brest ont donné le coup d'envoi des repas de rentrée des socialistes dans le Finistère, le 7 septembre.

Un peu plus de 70 adhérents et sympathisants de la partie rurale de la troisième circonscription se sont retrouvés à Porspoder. Pour commencer l'année scolaire de manière conviviale, mais aussi pour célébrer l'élection du délégué de la circonscription, Didier Le Gac, nouveau conseiller général du canton de Saint-Renan depuis le mois de mars. "Ce rassemblement doit aussi être l'occasion pour les élus de gauche de la CCPI (Communauté de Communes du Pays d'Iroise) de se retrouver et de confronter leurs points de vue", a proposé Martine Jarnoux, élue d'opposition à Porspoder. En effet, avec quelques variantes, les élus de gauche de Ploudalmézeau, Saint-Renan ou Porspoder sont confrontés aux mêmes difficultés.

Devant plus de 200 personnes, Marc Coatanéa, secrétaire du Comité de ville de Brest, a lui aussi félicité les nouveaux



Au menu : couscous à Porspoder et barbecue à Brest

élus de Brest métropole océane, à Guipavas, Kerhuon ou Plouzané.

"Les week-ends se suivent et ne se ressemblent pas", a-t-il remarqué, faisant allusion à l'image peu reluisante de l'édition 2008 de La Rochelle. Au même moment, à Porspoder, Didier Le Gac faisait le même constat et soulignait que

"ce sont les adhérents, par leur vote, qui décideront de l'avenir de leur parti au moment du congrès de Reims". "Le temps est au travail et non aux polémiques", confirmait Marc Coatanéa.

Dimanche prochain, ce sont les socialistes de la région de Concarneau-Quimperlé qui se retrouveront à Scaër.

LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT



La France est en guerre en Afghanistan

Avec Paul Quilès

Le gouvernement et le président de la République doivent apporter des réponses claires aux légitimes questions des Français, concernant la présence et la mission de nos soldats en Afghanistan, estime Paul Quilès, ancien ministre socialiste de la Défense.

Cap Finistère : Qu'attends-tu du débat sur la présence des troupes françaises en Afghanistan, à l'Assemblée ?

Paul Quilès : Que le gouvernement réponde à un certain nombre de questions. Et d'abord si la France est oui ou non en guerre. Le ministre de la Défense estime que non. Je pense le contraire. Les opérations ont changé de nature. Au début, nous devions aider à reconstruire le pays après le départ des Talibans. Mais c'est un échec. La cor-

ruption progresse. 50 % de l'économie du pays est liée à la culture du pavot, un tiers de la population est touchée par la malnutrition et l'armée et la police ne sont pas encore autonomes.

Les militaires occidentaux sont de plus en plus considérés comme une armée d'occupation.

Il faut expliquer contre qui nous luttons. Contre le terrorisme ? non. Certes, des Afghans sont liés à Al-Qaïda, mais pas tous. Ce pays est une mosaïque de peuples qu'il faut comprendre.

Cap Finistère : La question du commandement doit aussi être posée ?

Paul Quilès : Bien sûr. Qui définit la stratégie globale ? Les Américains dépensent chaque jour 100 millions de dollars pour leur armée et 7 pour aider le pays. On ne peut pas dans ces conditions évoquer la défense de la démocratie et de la paix. Enfin, il faudra, après avoir mené ce débat, nous

demander si nous devons rester en Afghanistan et, si oui, à quelles conditions.

Cap Finistère : Que réponds-tu à ceux qui appellent à un retrait des troupes ?

Paul Quilès : Ce serait de la lâcheté. Après le débat, en fonction des réponses apportées par le gouvernement aux questions que je viens de poser, nous verrons. A ce stade, s'il faut rester, je pense que ça ne peut se faire que dans le cadre clair d'un mandat de l'ONU et après un net rééquilibrage des moyens militaires et civils.

Cap Finistère : La manière dont le président de la République se comporte sur cette question ne risque-t-elle pas d'accentuer encore les tensions entre l'Élysée et l'Armée ?

Paul Quilès : L'institution militaire doit être respectée et, dans ce domaine, les décisions ne peuvent pas être prises à la légère. Je pense que l'attitude de Nicolas Sarkozy peut finir par poser de sérieux problèmes.

Rendez-vous

14 septembre

Dès 12 heures : Fête de la Rose à Scaër (Grand Champs), avec Vincent Peillon.

16 septembre

A 20 h 30 : Réunion-débat de présentation des contributions, salle Robert-Joubin à Guilers.

20 septembre

A partir de 17 heures : Repas de rentrée des socialistes de la 1^{ère} circonscription, au complexe polyvalent de Pluguffan, en présence de Benoît Hamon. Inscriptions au 02 98 53 20 22 ou par courriel à section.socialiste.quimper@gmail.com

21 septembre

Élections sénatoriales.

25 septembre

A 20 h 30 : Claude Estier, ancien président du groupe socialiste au Sénat, dédicacera son livre : "J'en ai tant vu", à la librairie Ravy à Quimper.

4 octobre

Réunion de rentrée de la fédération, au centre des congrès de Mescoat à Landerneau.

S'abonner :

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement Réabonnement

Abonnement pour 1 an : 15 €
Abonnement de soutien :
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.

EN SAVOIR PLUS ...

La section de Plourin-Morlaix sur internet

Après celles de Quimper, de Lesneven, de Landerneau, de Daoulas, de Saint-Thégonnec et de Clohars-Carnoët, la section socialiste de Plourin-Morlaix vient de mettre en

ligne un nouveau blog à l'adresse : <http://www.ps-plourin-les-morlaix.eu/>

Les internautes pourront y trouver des informations sur la vie de la section ainsi que sur le congrès de Reims et l'actualité au travers d'éditos

signés par le secrétaire de section, Roland Greuzat.

Les liens vers les blogs des sections et ceux des adhérents sont en ligne sur le site de la Fédération :

www.ps29.org

Annonces légales & judiciaires

**CABINET JOSEPH DRONIOU
SELARL D'AVOCATS
20, quai Commandant-Malbret
29200 BREST**

Tél. 02 98 80 02 64 - Fax 02 98 43 18 46

**SOCIÉTÉ PRIGENT
Société par actions simplifiée
au capital de 40 000 euros
Siège social : 596, Kérabret
29250 SANTEC**

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seings privés en date à SANTEC du 30 juillet 2008, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée.

Dénomination : SOCIÉTÉ PRIGENT.

Siège : 596, Kérabret - 29250 SANTEC.

Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Capital : 40 000 euros.

Objet : Entreprise générale de bâtiment.

Exercice de droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Agrément : Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président : La Société RAOUL CORRE SAS, Société par actions simplifiée au capital de 100 000 euros, ayant son siège à LE FOLGOËT (29260), Croas Kerzu, identifiée sous le n° 636 620 445 RCS BREST, représentée par Monsieur Gilbert COUM, son Président, demeurant à LANDÉDA (29870), 140, Le Pouldu.

Commissaires aux comptes :

- titulaire : la SAS BLECON ET ASSOCIÉS, exerçant à 260, rue Augustin-Fresnel, 29490 GUIPAVAS, immatriculée au RCS de BREST sous le n° 312 494 511.

- suppléant : la Société EXCO BRETAGNE - A.B.O., exerçant 18, rue Jean-Jaurès, 29200 BREST, immatriculée au RCS BREST sous le n° 339 899 783.

La Société sera immatriculée au RCS de MORLAIX.

Pour avis - Le Président.

LES CONSEILS D'ENTREPRISES

Société d'Avocats

143, avenue de Kéradennec

29334 QUIMPER Cedex

Tél. 02 98 90 04 35

AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à Responsabilité Limitée.

Dénomination : ALTERMÉDICAL.

Siège social : Z.A. du Grand Guélen - 5, rue Sainte Anne de Guélen - 29000 QUIMPER.

Objet : Location de matériel médical ; achat, vente, négociation, importation ou exportation de toutes marchandises ou matériel médical.

Durée : 80 années.

Apports en numéraire : 10 000 euros.

Capital : 10 000 euros.

Gérant : M. Denis LE GALLIC, domicilié à 56260 LARMOR PLAGE - 23, parc de la Citadelle.

Immatriculation au RCS de QUIMPER.

**Maître Anne ALBERT, Notaire
15, rue de la Marne**

B.P. 53 - 29260 LESNEVEN

Tél. 02 98 83 15 08 - Fax 02 98 83 09 01

Suivant acte reçu par : Maître Anne ALBERT, notaire à LESNEVEN (Finistère), 15, rue de la Marne, le 1^{er} septembre DEUX MIL HUIT, enregistré à BREST-PONANT le 2 septembre 2008, bordereau 994, case n° 2.

Monsieur Christophe Jean Raymond ADAM, boulanger-pâtisseries, et Madame Christine Paule Anne Michèle JOSSE, vendeuse, son épouse, demeurant ensemble à LESNEVEN (29260 Finistère), 11, rue du Four.

Nés, savoir :

Monsieur à DINAN (22100 Côtes-d'Armor) le 20 septembre 1975 ;
Madame à SAINT-BRIEUC (22000 Côtes-d'Armor) le 29 juin 1968.

ONT CÉDÉ A

la société en formation dite "A LA GERBE D'OR", une société à responsabilité limitée dénommée "A LA GERBE D'OR", au capital de 10 000 euros, dont le siège social sera fixé à LESNEVEN (29260), 11, rue du Four.

Un fonds de commerce de BOULANGERIE, VIENNOISERIE, PATISSERIE, GLACES, exploité à :

1° - Local principal : Commune de LESNEVEN, 8, place du Maréchal-Foch ;

2° - Local accessoire : Commune de LESNEVEN, 11, rue du Four.

Prix : DEUX CENT SOIXANTE MILLE EUROS (260 000,00 €), s'appliquant savoir :

- aux éléments incorporels pour DEUX CENT VINGT SEPT MILLE CENT QUARANTE EUROS (227 140,00 €) ;
- aux éléments corporels pour TRENTE DEUX MILLE HUIT CENT SOIXANTE EUROS (32 860,00 €).

Prise de possession à compter du 1^{er} septembre à 00 heure.

Les oppositions devront être faites en l'office notarial de Maître Anne ALBERT, notaire, ou domicile élu, dans les DIX (10) jours de la dernière en date des publications légales par acte extrajudiciaire.

L'insertion prescrite par la loi au B.O.D.A.C.C. a été ordonnée en temps utile.

Pour avis unique.

BOB.DAN

SARL au capital de 40 000 euros

Siège social : 122, rue Jean-Jaurès

29200 BREST

R.C.S. BREST 489 678 557

Aux termes d'une décision en date du 24 avril 2008, les associés, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, ont décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

Pour avis.

SOLUTION INVESTISSEMENTS

SARL au capital de 457 500 euros

Siège social : 79, rue du Rody

29490 GUIPAVAS

R.C.S. BREST 479 785 842

Aux termes d'une Assemblée Générale extraordinaire en date du 11 février 2008, les associés, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, ont décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

Aux termes de la même Assemblée Générale extraordinaire en date du 11 février 2008, le capital social a été augmenté d'une somme de 51 000 € par la création de 510 parts sociales nouvelles de 100 € chacune, libérées par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société puis réduit d'une somme de 475 956 € pour le ramener de 508 500 € à 32 544 € par réduction de la valeur nominale des parts sociales qui passe de 100 € à 6,4 €.

Il en résulte que le capital social est fixé à la somme de 32 544 € divisé en 5 085 parts sociales de 6,4 € chacune.

Les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés.

Pour avis.

**Ce numéro a été tiré à
4 900 exemplaires**